

LE MOGHO-NAABA ET LA ROYAUTÉ DES MOSSI AU BURKINA FASO

Les Quatre Royaumes Principaux



Hiérarchie Administrative et Politique

- Chaque royaume est divisé en kombere (commandements autonomes), qui correspondent à des zones administratives dirigées par des chefs locaux. Ces chefs, bien que relativement autonomes, restent soumis à l'autorité symbolique du Mogho-Naaba.
- Principautés et Quartiers Fonctionnels : Les principautés (Rimbi) sont des fiefs dirigés par des princes, tandis que les quartiers fonctionnels désignent des espaces spécifiques au sein des royaumes, souvent dédiés à des activités administratives, culturelles ou rituelles.
- Le Mogho est organisé de manière décentralisée, permettant une gestion efficace des territoires. Chaque chef local (ou prince) gère son domaine avec une relative autonomie, tout en respectant l'autorité suprême du Mogho-Naaba.
- Rôle des Conseillers et Dignitaires : Les chefs locaux sont épaulés par des dignitaires et conseillers qui assurent la gestion quotidienne des affaires. Ces conseillers jouent également un rôle clé dans la transmission des valeurs et des traditions du peuple Mossi.

Le Mogho, ou "territoire Mossi", au centre du Burkina Faso, incarne l'histoire et les valeurs du peuple Mossi, majoritaire dans le pays. Issus du métissage entre conquérants Dagomba et autochtones, les Mossi ont une civilisation structurée, marquée par des traditions royales. Leur langue, le Moore, est essentielle à leur identité et à la transmission de leurs récits.

La Notion de Pouvoir chez les Mossi : Le Naam

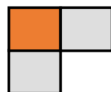
- Chez les Mossi, le pouvoir, ou Naam, est perçu comme sacré et transcendant. Il est attribué par les ancêtres et symbolise une responsabilité collective. Le roi, en tant que détenteur du Naam, agit comme un intermédiaire entre les vivants et les ancêtres.
- **Critères de Succession** : Contrairement à de nombreuses monarchies où la succession est automatique, chez les Mossi, le pouvoir n'est pas seulement hérité : il est mérité. Les princes doivent démontrer leurs qualités de leadership, leur sagesse et leur sens de la justice. Ce système assure que seuls les individus les plus aptes accèdent au trône.
- **Rituels d'investiture** : Avant de prendre le pouvoir, le futur roi doit passer par une série de rituels initiatiques qui renforcent sa légitimité et sa responsabilité morale envers son peuple. Ces rituels comprennent des sacrifices, des bénédictions et des enseignements spirituels.

Gardien de la Stabilité et de la Cohésion

- **Une autorité Morale et Spirituelle** : Bien que son rôle soit aujourd'hui davantage symbolique que politique, le Mogho-Naaba reste une figure centrale dans la société burkinabè. Il est souvent sollicité pour ses conseils, ses bénédictions et son rôle de médiateur lors des crises sociales et politiques.
- **Médiation en Temps de Crise** : Le Mogho-Naaba a joué un rôle déterminant lors des crises majeures, notamment l'insurrection populaire de 2014, où son influence a contribué à une transition pacifique après la chute de régime de Blaise Compaoré.
- **Adaptabilité et Modernité** : Le Mogho-Naaba incarne une monarchie capable de s'adapter aux évolutions sociales et politiques. Tout en préservant les traditions, il s'inscrit dans une dynamique de modernité, conciliant héritage culturel et défis contemporains.

Les Enjeux Contemporains de la Royauté Mossi

- **Coexistence des Systèmes Traditionnels et Modernes** : Avec l'arrivée de la colonisation, les structures royales ont dû coexister avec l'administration coloniale, puis étatique. Cette dualité a parfois créé des tensions, mais elle a également renforcé la capacité des Mossi à s'adapter.
- **Rôle dans le Développement Local** : Aujourd'hui, les chefs Mossi participent activement aux projets de développement, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la résolution des conflits.
- **Préservation des Traditions** : Face à la mondialisation et aux changements sociaux, la royauté Mossi travaille à préserver les traditions, notamment à travers la transmission orale, les cérémonies rituelles et la valorisation des langues locales.



Le Moog-Naaba et la royauté des Mossi au Burkina Faso

Octobre 2016

Au Burkina Faso, le *Moog-Naaba* et la royauté des *Moose*, dont l'organisation est demeurée intacte, semblent défier le temps. Aujourd'hui encore, la personnalité du *Moog-Naaba* (roi) jouit d'une considération incontestée, à tel point qu'il est sollicité chaque fois que la cohésion des Burkinabè est menacée. Afin de mieux comprendre le rôle prépondérant joué par le Moog-Naaba dans les médiations et sa capacité à influencer sur le règlement des conflits internes, il convient de comprendre l'histoire et l'organisation de la royauté ainsi que la perception particulière que les Moose ont du pouvoir.

Histoire et répartition spatiale des royautés au Moogo

Le *Moogo*, est le territoire habité par les *Moose(ou Mossi)*, qui représentent actuellement environ 48% de la population du Burkina Faso. Cette population, dont la langue est le *moore*, serait issue du métissage entre les « gens du pouvoir », les Dagomba venus du Nord du Ghana et les « gens de la terre » qui constituaient le peuplement ancien. La région du Moogo est située dans l'espace aride de la savane située au centre du Burkina Faso. C'est de cette nature austère que les *Moose* ont traditionnellement tiré leur subsistance, ce qui leur a forgé une réputation de travailleurs et leur a valu, entre 1932 et 1947, les déportations massives qui devaient satisfaire les besoins de main-d'œuvre des plantations et des chantiers de construction de la Côte d'Ivoire.

L'espace du *Moogo* est caractérisé par une certaine unité linguistique en ce que le *moorey* est la principale langue de communication. En revanche, il n'existe pas d'entité politique unique et homogène : « l'empire mossi », auquel bon nombre d'écrits ont si souvent fait allusion, n'a jamais existé en tant que tel. En effet, les légendaires conquêtes des *Dagomba* du Nord Ghana ont progressivement fractionné le territoire en plusieurs royaumes, principautés et chefferies qui ont entretenu des relations parfois conflictuelles : les conflits armés qui ont longtemps opposé le roi de Ouagadougou (*Naaba Sanem*) aux chefferies de Riziam, Lallé et Bousma sont restés dans les mémoires¹. Ces rapports de force et l'occupation coloniale, surtout, ont fini par figer la configuration territoriale actuelle des chefferies. Ainsi depuis la conquête coloniale en 1896, par ordre

chronologique, quatre royaumes de pleine souveraineté coexistent sur le territoire du Moogo: le royaume de Ouagadougou au Centre, le royaume de Tenkodogo à l'Est, le royaume de Yad Tenga au Nord et le royaume de Bousma au Nord-est. L'occupation coloniale a décrété une suprématie qui place virtuellement le roi du royaume de Ouagadougou, le *Moogo-Naaba*, au-dessus des souverains des trois autres royaumes. Aujourd'hui encore, ce fait historique explique en partie la place et la considération réservées au *Moogo-Naaba* au niveau national.

Le *Moog-Naaba* est considéré comme le chef suprême de tous les chefs du royaume de Ouagadougou. Ces chefs sont aussi bien les dignitaires de la cour que ceux qui disposent d'un territoire de commandement. L'ensemble de ces commandements constituent le royaume.



Le MoghoNaabaBaongo et les Dima (Rois moose étant sur le même rang que lui) du Burkina à l'investiture de Roch Marc Christian Kaboré. De gauche à droite, le Dima de Bousouma, le Dima de Tenkodogo, le MoghoNaabaBaongo et le Dima du Yatenga. 29/12/2015.

Photo : Harouna MARANE



Octobre 2016

La conception traditionnelle du pouvoir chez les Mossi

Le Moog-Naaba est profondément respecté parce qu'il incarne le symbole du pouvoir. La représentation du pouvoir (*naam*), chez les *Moose*, transcende les normes constitutionnelles et juridiques modernes. Les sujets revêtent le pouvoir du roi d'une sacralité inviolable, conférée exclusivement par des rites immuables institués par les ancêtres. Cette perception permet de considérer le pouvoir comme une « toute-puissance » indépendante de la personne du roi. Fort de cette vision, les *Moose* ont mis en place un système de gestion pour contrôler l'exercice du pouvoir en commençant par la procédure pour la succession.

La succession du pouvoir est héréditaire, certes. Mais l'hérédité est à comprendre plutôt dans le sens d'une compétition ouverte à tout descendant agréé de la lignée des familles régnantesⁱⁱ. Il revient par la suite aux grands fonctionnairesⁱⁱⁱ du palais^{iv}, de faire le consensus autour du candidat pour lequel les critères établis sont par eux validés. Grâce à ce principe, la succession tient plus de mérites suffisamment reconnus qui forcent la confiance des sujets.

Par la suite un ensemble de rituel soumet l'élu à différentes cérémonies, solennelles ou confidentielles. L'accomplissement des différentes étapes de ce rituel permet d'entériner progressivement l'investiture du nouveau souverain. La finalité de ce processus est éminemment initiatique et pédagogique. Tout est mis en œuvre pour interpeler chez le souverain les obligations d'humilité, de sagesse, de courage, de probité et de justice qui représentent les valeurs et les principes de la bonne gouvernance. A chacune des étapes, les sacrifices et les breuvages permettent de prendre les ancêtres à témoin et de sceller la légitimité du pouvoir. Une fois investi dans ces conditions, le nouveau souverain garde en mémoire que le pouvoir n'est pas sa conquête mais seulement un héritage concédé avec les obligations qui en découlent.

Enfin, la gestion du pouvoir n'est pas exclusivement la prérogative du souverain. L'organisation mise en place permet seulement au roi de régner en toute quiétude. Le gouvernement et l'administration sont exercés par une

multitude de fonctionnaires (*na-yirdamba*/dignitaires de la cour)^v et par un réseau d'associés administratifs, redevables en raison de l'onction reçue du souverain. En réalité, ils sont de puissants chefs, qui appartiennent à la lignée des « gens de pouvoir » mais sont autonomes dans leurs fiefs (*kombèmba*)^{vi} et se contentent de renouveler officiellement leur allégeance chaque année, à l'occasion d'une cérémonie à la fin des récoltes.

Par le fait de souverains tristement célèbres, les sujets du Moog-naaba ont longtemps assimilé le pouvoir à l'exercice de la force (*pānga*). A partir de l'indépendance du Burkina Faso (ex- Haute Volta), le pouvoir du *Moog-naaba* traduit davantage la « puissance du droit » et la capacité à faire en sorte que les populations coexistent paisiblement.

Profond respect des pages prosternés aux pieds de NaabaSaaga II



NaabaSaaga II

Source : www.burkinatourism.com





Liens entre le roi et les chefferies

L'organisation administrative du royaume de Ouagadougou, comme des autres royaumes Moose, est comparable à la décentralisation. Il accorde une large autonomie à des chefs reconnus et investis dans des fiefs, chargés de la gouvernance locale. Cette organisation se présente comme suit :

- Les commandements autonomes (kombere). Ils sont gérés par des chefs désignés dans la lignée des souverains, qui reçoivent leur sacre à la cour du Moog-Naaba.
- Les principautés (Rimbi). Elles sont des fiefs créées et attribués à une catégorie de princes influents qui en sont les chefs.
- Les quartiers fonctionnels. Chacun de ces quartiers a une fonction spécifique. En général, ce sont les quartiers de résidence des dignitaires qui de facto en sont les chefs.

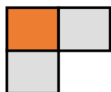
L'ensemble des commandements, des Rimbi et des quartiers fonctionnels constituent le territoire du royaume. Le Moog-Naaba reçoit régulièrement l'allégeance de tous ces chefs. Sauf à l'occasion de grave conflit, il n'intervient pas directement dans la gestion de ces entités administratives.

Le pouvoir du Moog-Naaba à l'épreuve des crises

A partir de la conquête coloniale, deux ordres politiques - la chefferie traditionnelle et l'Etat dont les fondements sont inspirés des institutions françaises, ont dû cohabiter. Les confrontations des campagnes électorales de 1945, en vue des élections à l'Assemblée constituante, ont été des sources d'humiliation du pouvoir incarné par le Moog-Naaba, dont le candidat n'a pas été suivi par l'électorat. Malgré cette déconvenue, le roi NaabaSaaga II a pu prendre part aux négociations pour la reconstitution de la colonie de Haute Volta et est parvenu à convaincre la métropole de la nécessité de reconstituer le territoire dans ses limites de 1932. Par la suite, le syndicat des chefs, créé en 1952 de manière éphémère pour mobiliser tous les chefs du Moogo en faveur de

la lutte pour la préservation de leur pouvoir, s'est cependant montré impuissant face aux attaques de l'élite intellectuelle et politique. Moog-NaabaKongri (prédécesseur du Moog-Naaba actuel), tenta un coup de force désespéré contre l'Assemblée territoriale en octobre 1958 dans le but d'instaurer une monarchie constitutionnelle^{vii}. Le Moog-Naaba et le pouvoir qu'il incarne furent alors l'objet d'une désapprobation publique de l'élite intellectuelle et politique^{viii}. De 1983 à 1990, les slogans des régimes militaro-révolutionnaires ont incité à la lutte contre les « féodaux » et les « forces rétrogrades ». Ces coups portés contre la personne du Moog-Naaba n'ont pourtant pas réussi à corrompre de manière irréversible les permanences de la perception coutumière du pouvoir.

Bien plus, les péripéties récentes de l'histoire politique témoignent à souhait de l'importance du rôle du souverain. A chaque crise, son poids moral a compté dans la définition du consensus pour la résolution des conflits qui ont menacé la paix sociale. Le Moog-Naaba actuel, NaabaBaongo, intronisé en 1982, s'est résolument engagé dans une médiation qui a permis le dénouement pacifique de la crise politique consécutive à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en 1998^{ix}. Par la suite, NaabaBaongo a su prendre ses distances vis-à-vis du Président Compaoré lorsque celui-ci a entrepris de modifier l'article 37 de la Constitution. Cette position courageuse a renforcé son rôle et l'efficacité de sa médiation à l'occasion des crises consécutives à l'insurrection populaire d'octobre 2014. La transition instaurée à la suite des manifestations populaires n'aurait pu s'imposer sans les multiples et décisives implications du Moog-Naaba dont le palais est apparu à plusieurs reprises comme le centre névralgique du pays. Secoué par les contestations grandissantes de certains groupes de militaires, de partis politiques et d'organisations de la société civile fidèles au régime de Blaise Compaoré, le gouvernement de la transition a pu résister grâce à ses conciliations. Le coup d'état avorté du RSP (Régiment de sécurité présidentielle) en septembre 2015^x, suivi de la menace d'un conflit armé, ont ensuite suffisamment démontré l'existence d'un consensus autour du pouvoir moral incarné par le roi. Sollicité tour à tour par les putschistes et les anti-putschistes,



Octobre 2016

Naaba-Baongo a mené une médiation acceptée de tous, qui a atténué le radicalisme des certaines positions et favorisé la sortie de crise.

NaabaBaongo (boubou sombre), le Lt colonel Zida, le Cardinal Archevêque de Ouagadougou avec les responsables coutumiers et religieux à l'issue de ses nombreuses médiations



Source : Frédéric Yaméogo, photographe à l'Observateur Paalga bénédiction du roi des Mossi

Aujourd'hui, la royauté continue de démontrer que son rôle est prépondérant dans la société burkinabè et qu'elle fait partie, d'une manière quasi-biologique, des fondements religieux^{xi} et sociaux du *Moogo* et du Burkina Faso. De nos jours, le palais du *Moogo-Naaba* est pris quotidiennement d'assaut par des étrangers et des burkinabè sans distinction d'appartenance socio-culturelle (responsables politiques, sportifs, membres d'association culturelles, etc.) qui viennent solliciter sa bénédiction et rechercher ses conseils. Par son sens de la mesure et sa capacité à choisir le camp du peuple, comme à l'occasion de la controverse sur la révision de l'article 37 de la Constitution, sans le clamer Octobre 2016

haut et fort, le *Moogo-Naaba* est perçu comme le symbole d'une institution traditionnelle qui cherche à s'adapter au changement social et politique.

Auteurs: Ludovic Ouhonyioué KIBORA et Martial HALPOUGDOU, Institut des Sciences des Sociétés (INSS/CNRST), Burkina Faso.

Pour en savoir plus

HALPOUGDOU (M.), 1992, Approche du peuplement pré Dagomba du BurkinaFaso.

HALPOUGDOU (M.), HIEN (P. C.), 2012, Le Royaume de Boussouma des origines à la fin de l'Occupation coloniale.

HIEN (P. C.), 2011, Histoire de Ouagadougou.

IZARD (M.), 1972, Introduction à l'histoire des royaumes mossi.

NACANABO (N. D.), «La problématique de l'existence de l'empire moaaga», in HIEN (P. C.), GOMGNIMBOU (M.), (sous la direction de), 2009, Histoire des royaumes et chefferies au Burkina Faso précolonial, Ouagadougou, DIST (CNRST), pp. 133-157.

SOME (B.), 1970, La religion traditionnelle comme source de valeurs de civilisation politique, Cahier des religions africaines, (n°8), pp. 205-227.

TIENDREBEOGO (Y), 1965, Histoire et coutumes royales des Mossi de Ouagadougou.





Octobre 2016

ⁱ Ces chefferies étaient à l'origine dépendantes du souverain de Ouagadougou. Au cours de la 2^{de} moitié du 19^{ème} siècle, ces conflits leur ont permis de conquérir une grande autonomie. Bousma notamment a saisi l'occasion pour devenir un royaume indépendant de celui de Ouagadougou.

ⁱⁱ La famille des « Koutou » a régné jusqu'à l'occupation coloniale. Depuis lors celle des « Congo » règne.

ⁱⁱⁱ Les grands fonctionnaires du palais sont ceux à qui une place (matérialisée par une pierre) est réservée à la cour du palais à Ouagadougou. Par analogie, on les désigne par le titre « kug-ziidba » (ceux qui s'asseyent sur la pierre).

La cour est composée de dignitaires anoblis par leur fonction et chargés de tâches précises. Les plus importants sont :

- Ouid-Naaba, responsable qui coordonne les questions liées aux chevaux (entretien, acquisition...). Il fait office de 1^{er} ministre dans l'ordre protocolaire.
- Lagl-Naaba, coordonne les rites coutumiers. Il est aussi devenu un acteur de la promotion culturelle.
- Balm-Naaba, qui coordonne le protocole et organise la gestion à l'intérieur du palais.
- Samand-Naaba, responsable de la sécurité de la devanture de l'enceinte du palais.
- Dapoè-Naaba, qui coordonne la sécurité de l'arrière de l'enceinte du palais.
- Goung-Naaba, responsable de la politique sécuritaire.
- Kamsoog-Naaba coordonne la garde rapprochée du souverain.
- Bend-Naaba, qui gère l'équipe des tambourinaires.
- Sogon-kasma, responsable de l'organisation du service des pages.

^{iv} Le palais du MoogNaaba est situé à Ouagadougou dans l'arrondissement n°1 de la Commune.

^v Cette catégorie de fonctionnaires n'est pas de la lignée des gens du pouvoir politique

^{vi} Cette catégorie est celle des gens du pouvoir.

^{vii} Une « jacquerie » de « roitelet aux ambitions démesurées et aux conceptions moyenâgeuses », ironise le 1^{er} président du pays.

^{viii} Le pouvoir qu'il incarne permet traditionnellement au chef d'assujettir les habitants de l'espace de son commandement. Ces derniers se gardent d'aller contre sa volonté.

Cette situation a été dénoncée par les leader politiques qui ont insisté sur le droit des habitants à la liberté d'expression et de choix.

^{ix} Alors que Norbert Zongo menait des investigations sur la mort des suites de tortures dans un camp militaire du chauffeur du frère de Blaise Compaoré, son corps et ceux de ses compagnons ont été retrouvés calcinés dans la voiture qui les conduisait. Cet épisode a été sources de vives tensions politiques qui ont déstabilisé le pouvoir de Blaise Compaoré.

^x Le Premier ministre de l'époque se serait réfugié dans le palais du *Moog-Naaba* afin d'échapper à la vindicte de certains militaires du Régiment de Sécurité présidentielle (RSP).

^{xi} Ces fondements religieux renvoient aux sacrifices rituels qui accompagnent le processus d'intronisation;

L'HS GO (Observatoire de la Gouvernance Hybride de la Sécurité en Afrique) est le think tank lancé par l'African Security Sector Network (ASSN) pour aider les décideurs à mieux saisir les réalités sociologiques et les dynamiques sociétales dans lesquelles s'enracine la gouvernance de la sécurité et du développement en Afrique. Mobilisant un réseau d'experts africains quotidiennement au contact du terrain, l'expertise de l'ASA met en relief les normes et les pratiques informelles ainsi que les interactions des Etats africains avec les acteurs non-étatiques et les réseaux locaux. L'ASA produit chaque semaine des notes d'analyse (« cartographies institutionnelles »), diffusées en français et en anglais sur le site de l'ASSN par emails et via les réseaux sociaux et propose également des expertises et des formations à la carte sur les dynamiques sociétales de l'Afrique d'aujourd'hui.

Avec le soutien de 
la francophonie

Les analyses du HSGO n'engagent pas l'OIF



L'Observatoire de la Gouvernance hybride de la Sécurité en Afrique/ Hybrid Security Governance Observatory (HSGO), think tank d'ASSN/ Site : <https://africansecuritynetwork.org/HSGO4/>